



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du – 9 AOUT 2024
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de calcaire
située lieux-dits *Le Causse et Puech Piolo*, 66 route de Brassac sur le territoire de
la commune de Cambounès**

**Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État dans le département du Tarn**

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 16 juillet 2024 portant cessation de fonctions du préfet du Tarn Michel VILBOIS ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 autorisant le renouvellement et l'extension de l'exploitation de calcaire aux lieux-dits *Le Causset et Puech Piolo* sur le territoire de la commune de Cambounès ;
- Vu le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée, déposé le 17 novembre 2023 en préfecture du Tarn complété le 18 juin 2024 ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas déposé par courriel le 15 juin 2024 auprès de la préfecture du Tarn ;
- Vu la dispense d'évaluation environnementale en date du 29 juillet 2024 ;
- Vu le courriel adressé le 2 juillet 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 15 juillet 2024 ;

Considérant que le principe de remise en état est inchangé ;

Considérant que l'extraction s'exerce sur le périmètre exploitable de l'autorisation ;

Considérant que la cote minimale d'extraction et l'épaisseur de l'extraction demeurent inchangées ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

Considérant que la modification du phasage n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'ensemble des modifications sollicitées ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

Arrête

Article 1 :

Les dispositions de l'article DG 2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article DG 2 : Rubrique de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

Les activités exercées sur le site relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2510	1. Exploitation de carrière	Matériaux : calcaire Superficie : 26 ha 88 a 58 ca Production maximale annuelle : 300 000 tonnes Production moyenne annuelle : 200 000 tonnes	Autorisation
2515	1.a. Broyage, concassage, criblage...de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : Puissance installée : 1400 kW (installation fixe de 900 kW et installation mobile de 500 kW).	Autorisation
2517	1. Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Superficie de l'aire de transit : 15 000 m ²	Enregistrement
2521	2.b. Enrobage au bitume de matériaux routiers à froid (centrale d'enrobage).	Capacité de l'installation : supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/j	Déclaration
2.1.5.0	1. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha.	Autorisation

Article 2 :

Les dispositions de l'**article AP 3** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article AP 3 : Gestion des eaux de ruissellement

La carrière est divisée en plusieurs bassins versants (cf.annexe 1).

Les eaux de ruissellement issues des bassins versants n°2 et n°3 sont collectées et dirigées en fond de fosse.

Les bassins de décantation situées à l'entrée du site collectent les eaux de ruissellement issues du bassin versant n°4 et du pont bascule.

Les bassins de décantation sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence décennale.

Les bassins et les fossés de dérivation sont curés régulièrement.

Article 3 :

Les dispositions de l'**article CE 2-1** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 2-1 : Méthode d'extraction et phasage

L'extraction de la roche est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche avec l'utilisation d'une foreuse et d'explosifs.

*L'exploitation a un rythme annuel moyen de **200 000 tonnes** et un rythme annuel maximum de **300 000 tonnes**.*

*Elle se déroule en **6 phases** de 5 ans chacune conformément aux plans d'exploitation (cf. **annexe 2**).*

Article 4 :

Les dispositions de l'**article CE 2-2** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 2-2 : Cote minimale d'extraction et dimensions des gradins

*La cote minimale d'exploitation est fixée à **405 m NGF**.*

*L'épaisseur maximale d'extraction est de **90 m**.*

L'exploitant définit la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

*Les hauteurs maximales des fronts sont de **10 mètres**.*

Les fronts et les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

Article 5 :

Les dispositions de l'**article CE 3** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 3 : Eaux de procédés

Toutes les eaux utilisées sur le site, notamment pour l'arrosage des pistes par temps secs et pour le lavage des matériaux proviennent du bassin principal en fond d'exploitation.

Les eaux de procédés des installations de traitement sont intégralement recyclées en circuit fermé. Une unité de défillérisation est mis en œuvre sur site.

Les boues issues du process sont utilisées dans le cadre du remblaiement de la carrière.

Article 6 :

Les dispositions des articles **CE 7-2** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 7-2 : Remise en état

Le réaménagement est coordonné à l'exploitation.

La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site qui est définie.

Le réaménagement est conforme à celui décrit dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Les zones de remblais du site sont gérées de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Elles ne nuiront pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les remblais sont réalisés avec les stériles de l'exploitation du site et avec des déchets inertes externes compatibles avec le fond géochimique local.

Le principe général du réaménagement vise à restituer au site un caractère naturel doté d'habitats écologiques.

Article 7 :

Les dispositions des articles **SDI 1** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

SDI 1 : Exploitation des zones de stockage

Le stockage est opéré dans 3 zones distinctes dénommées respectivement Z1, Z2 et Z3.

- **Zone 1 : Ancienne verse « historique »**

La zone 1 (Z1) correspond à la verse « historique » en partie Nord Ouest du site localisée sur la parcelle AL240).

Deux bassins de capacité respective de 560m³ et 870m³ sont mis en place afin de collecter les eaux de ruissellements de la verse. Le bassin 1 est relié par une surverse aménagée dans la digue au bassin 2. Les eaux de ces bassins sont infiltrées naturellement dans le sol.

Les bassins sont régulièrement curés. Les bassins et la digue sont régulièrement surveillés et notamment près un fort épisode pluvieux.

Une partie des eaux de ruissellement sont interceptées depuis le haut de la verse par deux fossés et dirigées jusqu'à la haie séparative des parcelles AL240 et AL239.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises afin de ralentir les écoulements et limiter les effets de ravinement.

- **Zone 2 : stockage de la découverte**

La zone 2 (Z2) est localisée en partie Nord Est du site (parcelle AL 239p). Cette zone accueille la découverte de la partie supérieure du gisement. Elle est utilisée durant les phases 2 et 3 de l'exploitation conformément au plan de phasage.

- **Zone 3 : Nouvelle verse -carreau d'exploitation**

La zone 3 (Z3) est localisée au niveau du carreau actuel de la carrière. Cette verse vient s'appuyer sur les fronts définitifs Sud et Ouest du carreau d'exploitation.

Afin de garantir la stabilité de la verse, le stockage respecte une pente de 3H/2V. Une fois finalisée, cette verse est découpée en talus de 10 mètres de hauteur et séparés par des risbermes de 5 mètres minimum de large.

Le volume maximal d'apport de déchets inertes externes au terme de l'autorisation ne dépassera pas **300 000 m³**.

L'avancée des remblais est matérialisée sur les plans de phasage (cf. **annexe 2**).

Les remblais et les ouvrages hydrauliques associés (fossés, bassins) sont positionnés de manière à ne pas impacter les haies végétales périphériques à la carrière.

Article 8 :

Les dispositions de l'article **SDI 6** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont abrogées.

Article 9 :

Les dispositions des articles **AE 5** de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

AE 5 : Chargement des explosifs

Le chargement de chaque tir est déterminé en fonction des résultats précédents.

Le recours à une unité mobile de fabrication d'explosifs (UMFE) est autorisée si nécessaire.

*Si l'utilisation d'un bourrage intermédiaire est nécessaire (cas de la découverte d'une faille ou d'une poche d'argile lors de la foration), celui-ci est réalisé sur une hauteur minimale de **50 cm** de part et d'autre de cette faille ou de cette poche.*

Le double amorçage n'est mis en œuvre qu'après validation par un ingénieur en charge des tirs à l'explosif.

*La hauteur minimale du bourrage terminal est de **2 m** pour les terrains où la roche est considérée comme saine.*

Le mineur établit un rapport de minage relatif au chargement des trous en explosifs. Ce rapport consigne tous les renseignements concernant les natures et les quantités d'explosifs utilisés, les écarts par rapport au plan de tir initial, les modifications éventuelles apportées, etc.

Un suivi sera mené sur les fronts Nord de la carrière en dessous de la cote 475 m NGF et au-dessus de cette même cote afin de valider les plans de tirs proposés par l'exploitant dans le cadre du porter-à-connaissance.

A l'issue de ces essais, un rapport d'une société spécialisée en minage, reprenant les modalités de mise en œuvre des tirs, les difficultés rencontrées et les adaptations nécessaires proposera des plans de tirs adaptées au site de la carrière.

Article 10 : Garanties financières

Les dispositions des articles **GF 1 à GF 4** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions **GF 1 à GF 5** suivantes :

GF 1 : Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice TP 01 – base 2010 du mois avril 2024 (130,3).

Ce montant est de :

Phase	Montant (en €)
Première (1 à 5 ans)	420 059
Deuxième (6 à 10 ans)	570 199
Troisième (11 à 15 ans)	506 911
Quatrième (11 à 15 ans)	529 971
Cinquième (16 à 20 ans)	535 863
Sixième (21 à 30 ans)	611 841

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

Article 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérécourse accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 12 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Cambounès en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Cambounès dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

Article 13 : Exécution

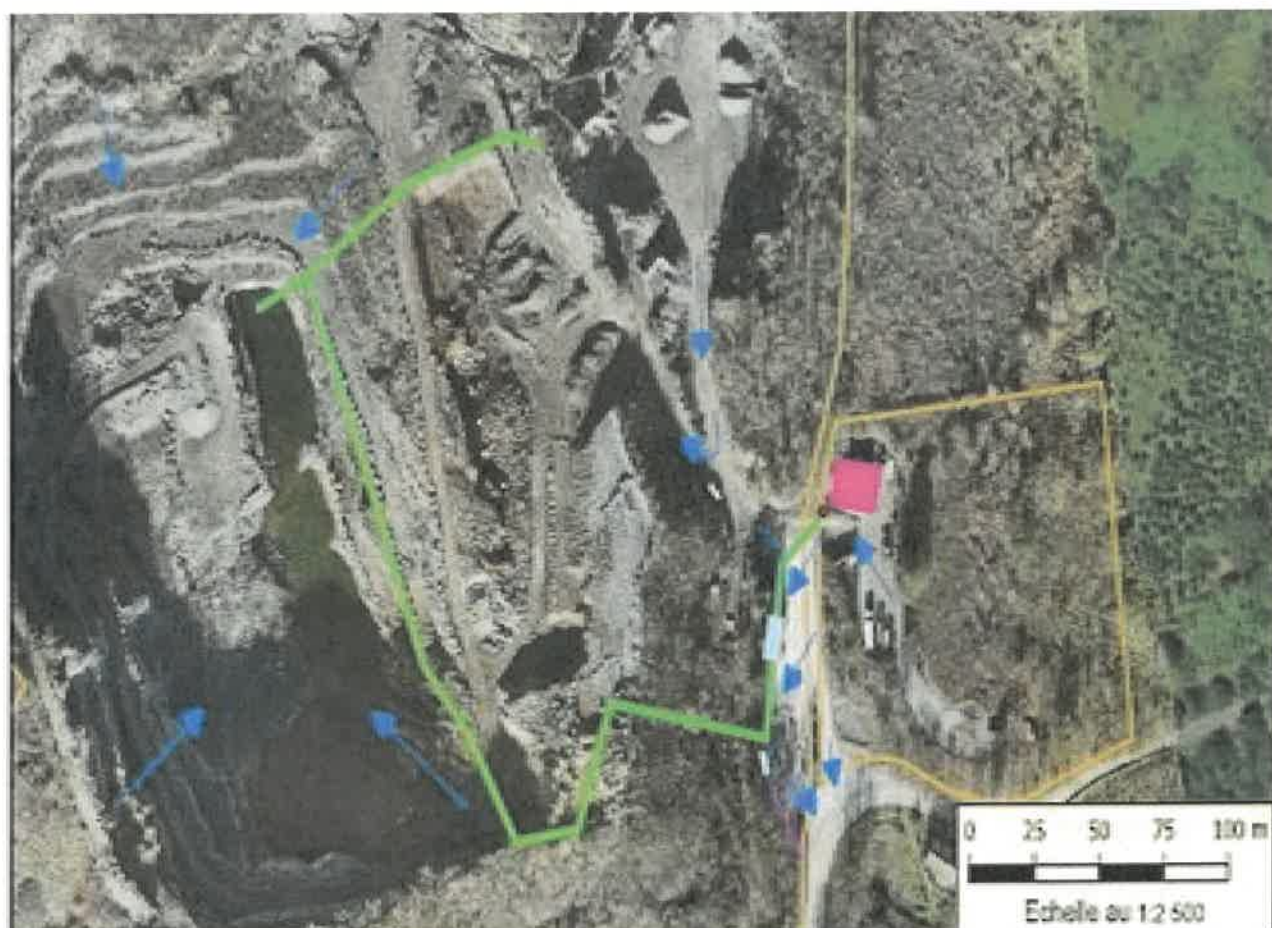
Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Cambounès sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société SAS Carrières de Cambounès.

Fait à Albi, le **- 9 AOUT 2024**

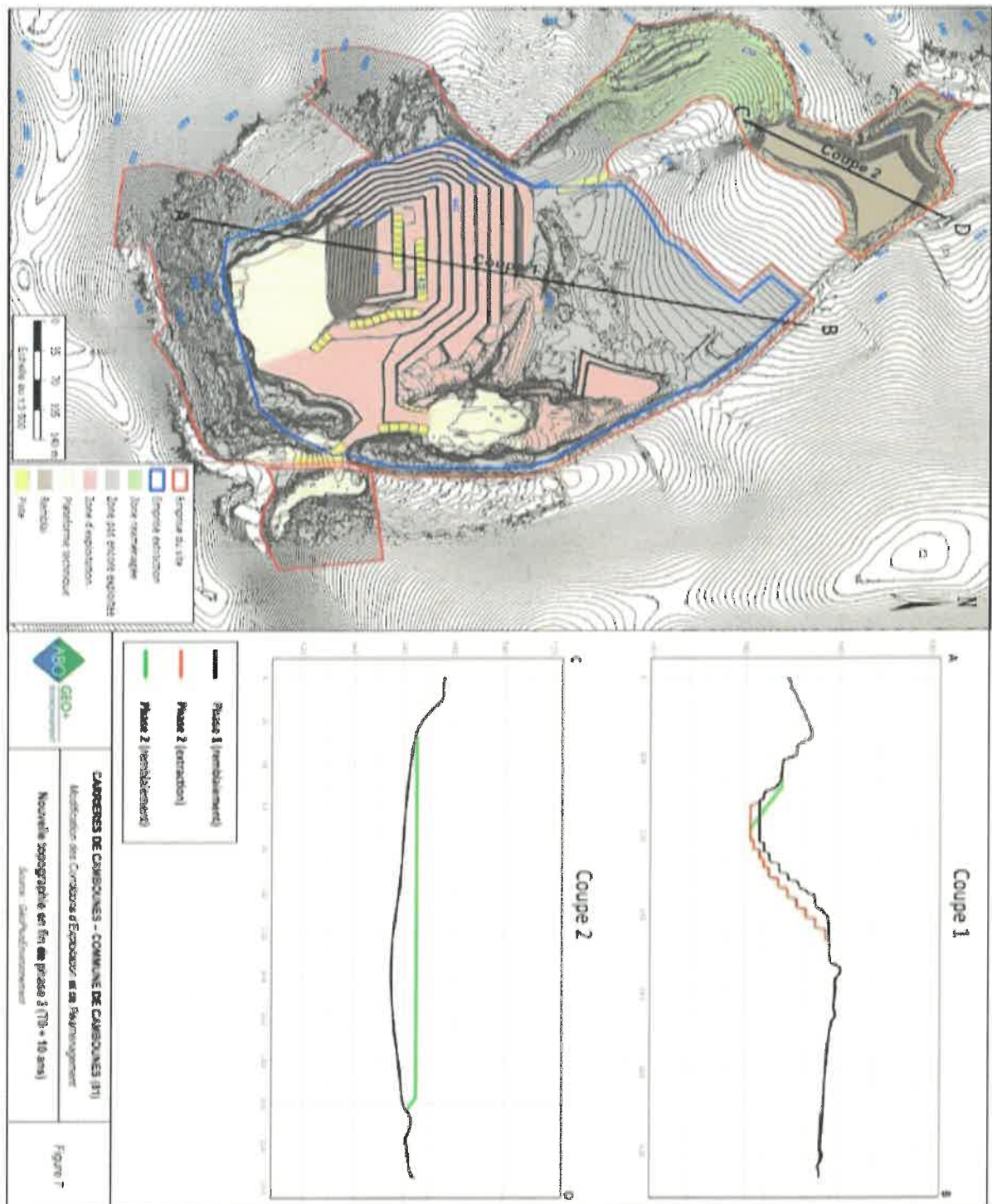
**Pour le secrétaire général,
et par délégation,
Le sous-préfet de Castres**


Laurent GANDRA-MORENO

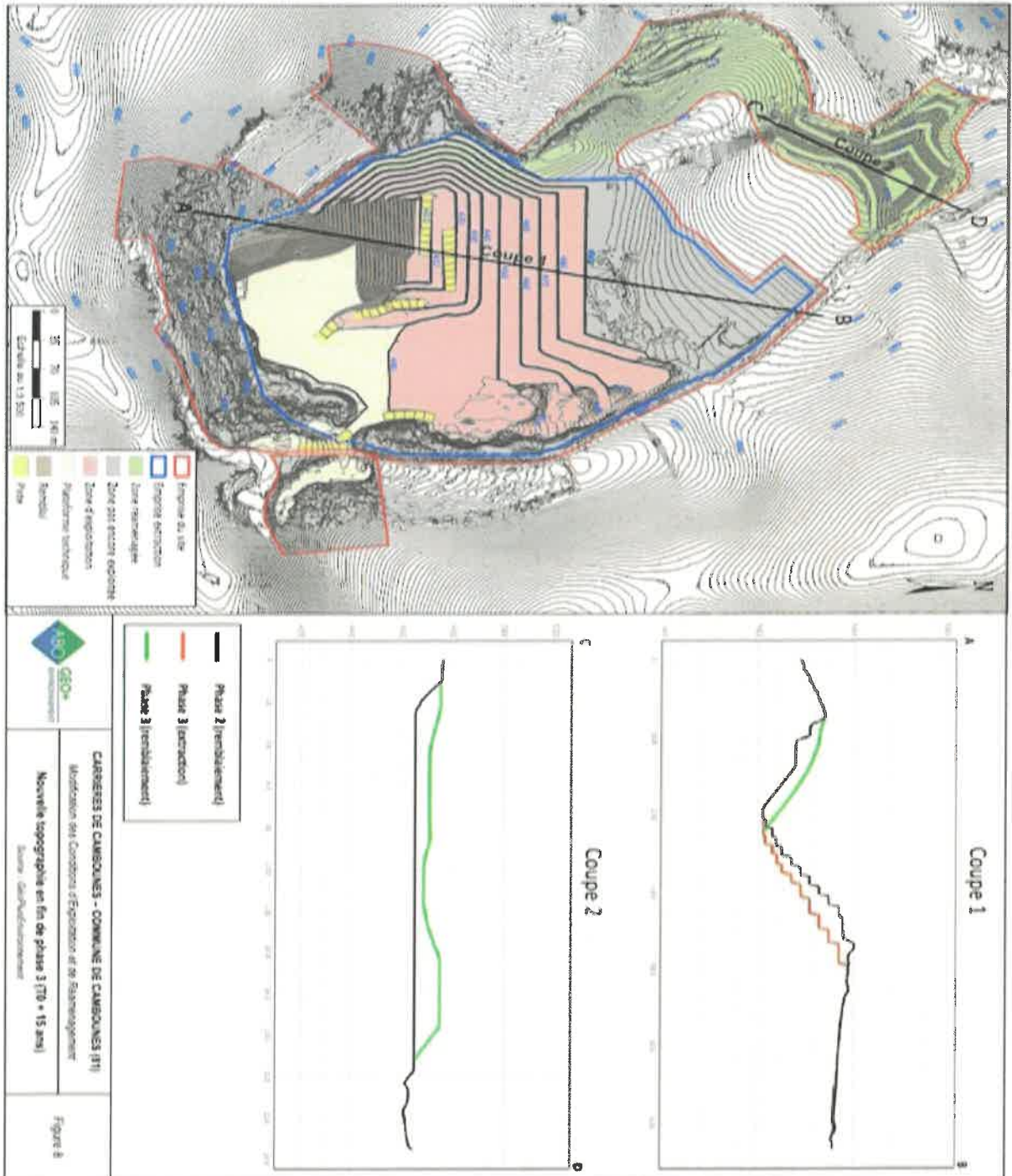
Annexe 1 : Bassins versants de la carrière



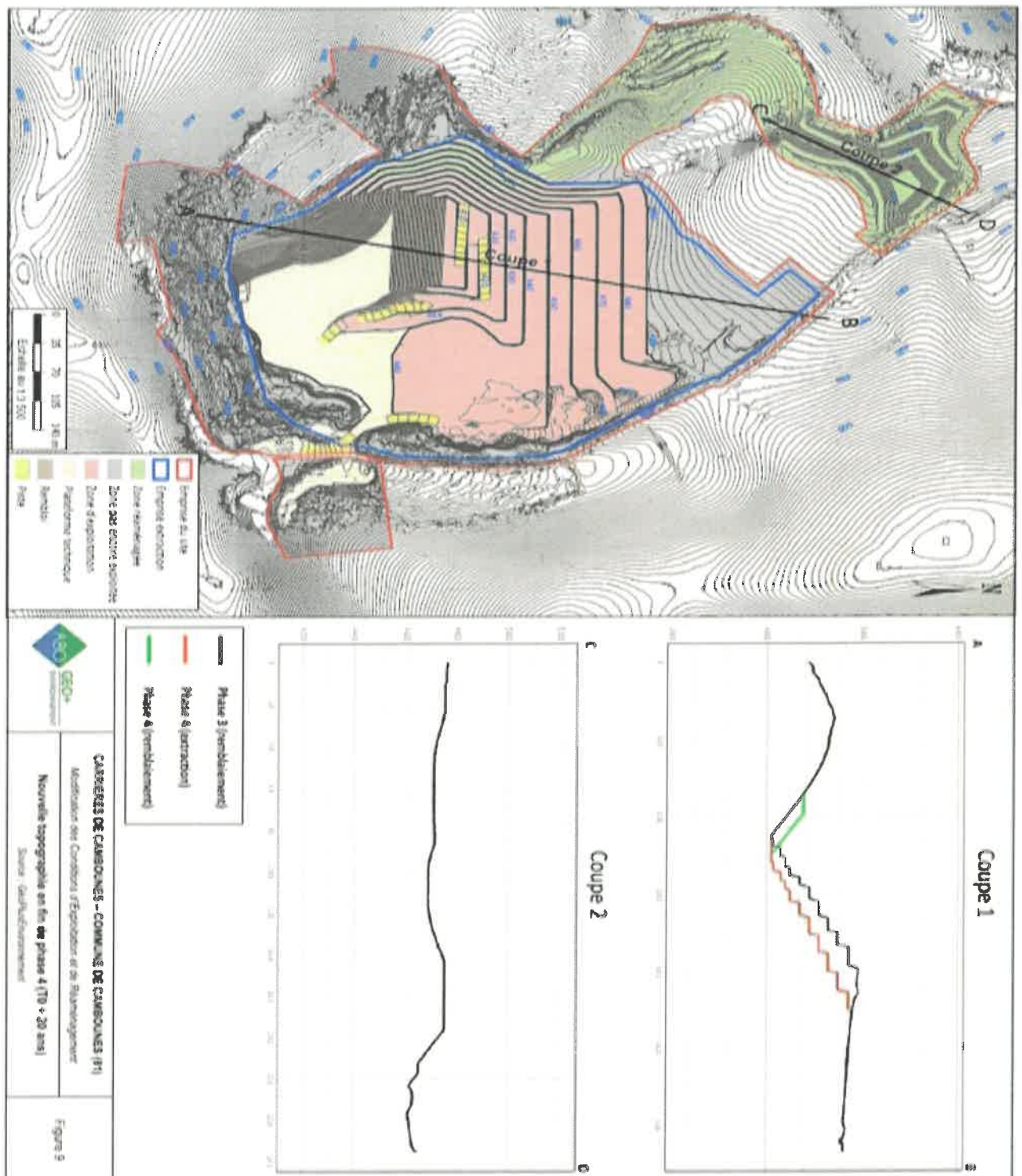
Annexe 2 : Phasage de l'exploitation (phase 2)



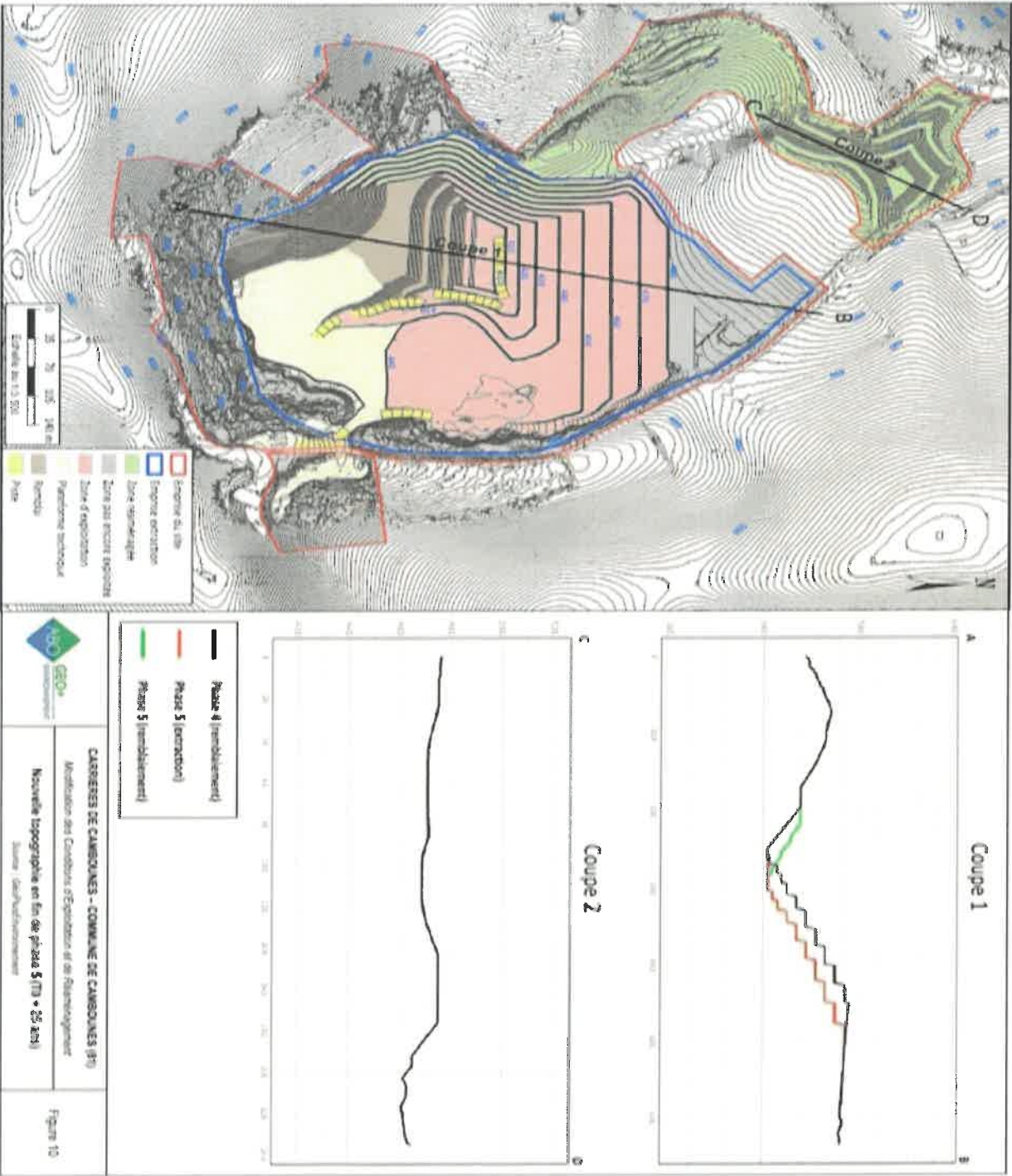
Annexe 2 : Phasage de l'exploitation (phase 3)



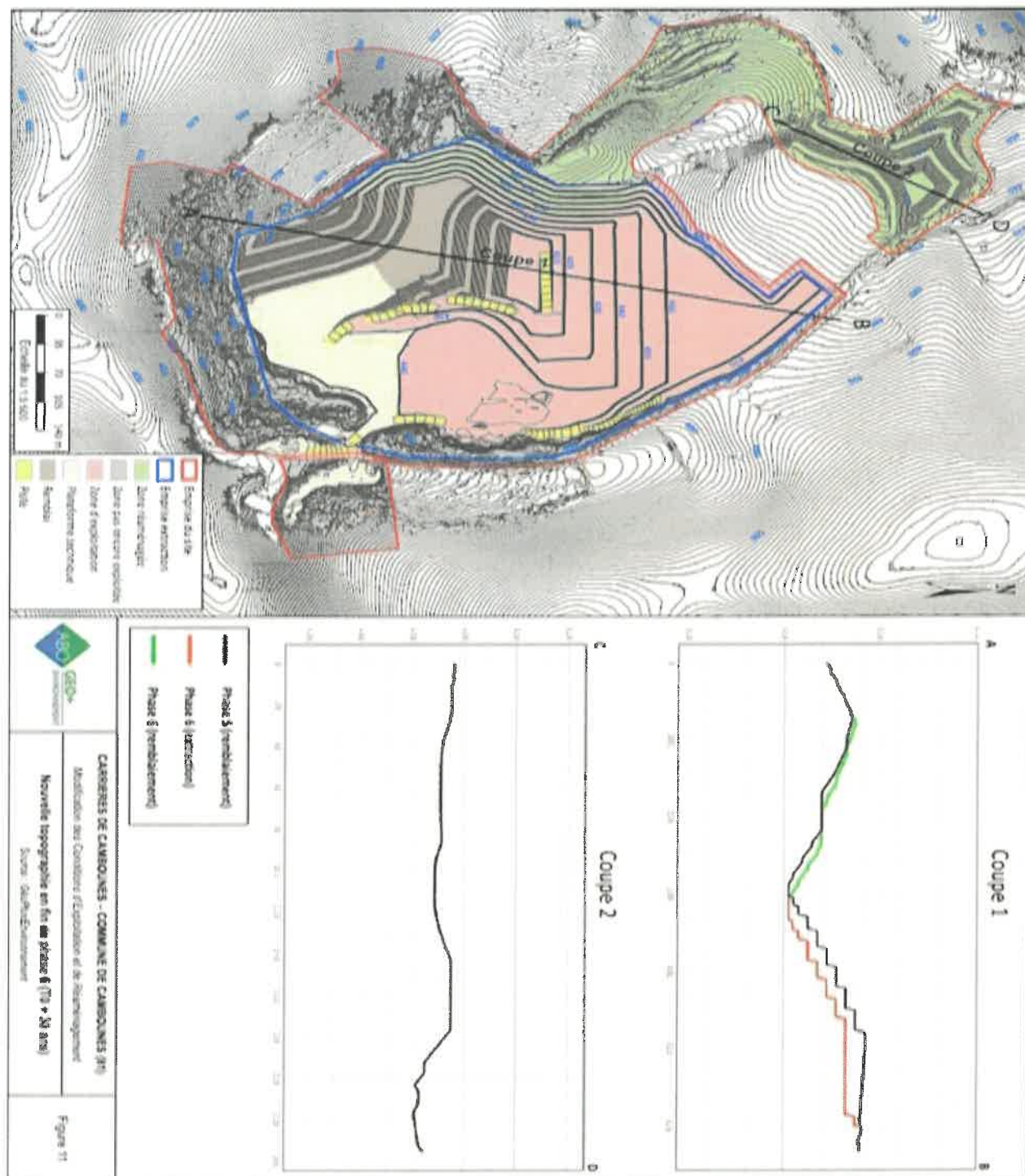
Annexe 2 : Phasage de l'exploitation (phase 4)



Annexe 2 : Phasage de l'exploitation (phase 5)



Annexe 2 : Phasage de l'exploitation (phase 6)



Annexe 3 : Plan de remise en état

